

Remarques complémentaires, ECEJ 2019, canton de Fribourg

Q 6.0

Le budget 2018 comprend celui des autorités suivantes: Tribunal cantonal, tribunaux d'arrondissement, tribunal des mesures de contrainte, tribunal des mineurs et justices de paix.

Les budgets du Ministère public, des offices de poursuites et faillites, des commissions de conciliation, de quelques commissions indépendantes (université, amélioration foncière, premier relevé, expropriation, surveillance du registre foncier) et du Conseil de la magistrature ne sont pas inclus dans le chiffre. Les assistances judiciaires ont été retranchées.

Q 9

Ce chiffre comprend les émoluments perçus (sans le Ministère public) ainsi que les débours qui ont été récupérés. Si le Ministère public est inclus dans ce calcul, les revenus annuels perçus par l'Etat se montent à 13'300 (en 1000 CHF).

Q 12.0

Les chiffres d'assistance judiciaire comprennent les montants alloués devant les autorités suivantes: Tribunal cantonal, tribunaux d'arrondissement, tribunal des mesures de contrainte, tribunal des mineurs, justices de paix et Ministère public.

Q 13

Le budget du Ministère public comprend l'encaissement d'amendes. Si on exclut ce type de revenus, le budget du Ministère public est de 14'000 (en 1000 CHF).

Q 15.1 & 15.37a

Le budget global du pouvoir judiciaire intègre les budgets suivants: Tribunal cantonal, tribunaux d'arrondissement, tribunal des mesures de contrainte, tribunal des mineurs, justices de paix, Ministère public, offices de poursuites et faillites, commissions de conciliation, quelques commissions indépendantes (université, amélioration foncière, premier relevé, expropriation, surveillance du registre foncier) et Conseil de la magistrature.

Si l'on sort du budget "approuvé" les offices de poursuites et faillites et les revenus (importants) que procurent ces offices, le budget du système judiciaire passe à 47'731 (en 1000 CHF). Pour le budget "exécuté" se chiffre s'élève alors à 47'591 (en 1000 CHF).

Q 38

Enquête menée dans le cadre de l'analyse du pouvoir judiciaire, dont le rapport est à l'heure actuelle confidentiel.

Q 42.1

7 tribunaux d'arrondissement, 7 justices de paix, une cellule judiciaire itinérante.

Q 42.2

7 tribunaux des baux, 7 tribunaux des Prud'hommes, un tribunal pénal économique, un tribunal des mesures de contrainte, un tribunal des mineurs.

Q 42.3

7 tribunaux d'arrondissement (les 7 tribunaux des baux et les 7 tribunaux des Prud'hommes ont les mêmes sièges que les 7 tribunaux d'arrondissement; le tribunal pénal économique se trouve au siège du tribunal d'arrondissement de la Sarine), une cellule judiciaire itinérante, 7 justices de paix, un tribunal des mesures de contrainte, un tribunal des mineurs, un tribunal cantonal.

Q 43.12

Sont compris ici le tribunal des mesures de contrainte, le tribunal des mineurs et le tribunal pénal économique.

Le canton de Fribourg comprend également 7 préfectures qui ont des compétences en matière pénale (surtout LCR) et en matière administrative. Elles ne sont pas intégrées ici. Le canton de Fribourg dispose également de quelques commissions qui n'ont pas été intégrées ici: 3 commissions de conciliation en matière de baux, une commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail, 5 commissions de recours (Université, amélioration foncière, premier relevé, expropriation, surveillance du registre foncier) et un tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents.

Q 44.1

Une analyse du pouvoir judiciaire est actuellement en cours.

Q 45

Il n'y a pas de distinction à ce niveau entre petite et grande créance. En revanche, en cas de valeur litigieuse inférieure à CHF 30'000.-, la cause sera traitée par un juge unique plutôt que par un tribunal (art. 51 LJ).

Q 45.6

Rapport annuel du Conseil de la magistrature (2018), loi sur la justice.

Q 46 & 46.4

Ces chiffres regroupent les magistrats qui siègent dans les tribunaux d'arrondissement, justices de paix, cellule judiciaire itinérante, tribunal pénal économique, tribunal des mesures de contrainte, tribunal des mineurs et tribunal cantonal.

Q 48 6 48.1

Certains juges suppléants/assesseurs siègent dans plusieurs autorités.

Q 52.2 & 52a

Les personnes officiant dans les justices de paix ont été incluses dans le calcul.

Q 52.4 & 52.5

Ces chiffres comprennent:

- pour la première instance: 8 apprentis et 18 greffiers-stagiaires
- pour la seconde instance: 2 apprentis et 5 greffiers stagiaires.

Q 55 & 55.4

Dans le canton de Fribourg, il y a un seul ministère public centralisé. Les procureurs interviennent aussi bien en 1ère qu'en 2ème instance.

Q 56 & 56.4

Dans le canton de Fribourg, il a y un ministère public centralisé avec à sa tête un Procureur général.

Q 60.1

Le chiffre se décompose comme suit: 14.7 EPT de greffiers, 23.5 EPT de collaborateurs (secrétariat, services centraux...), 2 EPT d'apprentis et 4 EPT de greffiers-stagiaires.

Q. 60.2

Rapport annuel du Conseil de la magistrature 2018 et rapport annuel du Ministère public (2018).

Q 91

Les chiffres incluent également les cas devant les justices de paix. Ils comprennent les affaires pendantes devant les tribunaux d'arrondissement (juge unique et tribunal), les tribunaux des baux (juge unique et tribunal), les tribunaux des Prud'hommes (juge unique et tribunal) et les justices de paix. Les chiffres de la cellule judiciaire itinérante sont compris avec ceux des tribunaux d'arrondissement.

Q 94ss

Les affaires pénales traitées par les préfectures (contraventions et ordonnances pénales essentiellement en matière de LCR) ne sont pas incluses dans ces chiffres.

Les statistiques à disposition donnent le nombre de jugements prononcés durant l'année mais pas les affaires pendantes.

Q 97.1 & 97.2

Les chiffres présentés concernent à la fois les affaires contentieuses et non contentieuses. Le canton de Fribourg ne dispose pas de statistiques permettant de distinguer ces deux types d'affaires.

Q 104

Données statistiques sur ces questions non disponibles.

Q 108_4_D2

Les préfectures ont également prononcé 17599 ordonnances pénales non comptabilisées dans les chiffres ci-dessus.

Q 108_4_D2.1

Rapports annuels 2018 du Conseil de la magistrature, du Tribunal cantonal et du Ministère public.

Q 123.1 & 126.2

Dans le canton de Fribourg, les magistrats (juges ou procureurs) sont élus à vie jusqu'à l'âge de 65 ans révolus. Ils sont élus par le Grand Conseil, sur préavis du Conseil de la magistrature et à la suite d'une mise au concours. Une procédure de révocation ainsi que des sanctions disciplinaires peuvent être mises en œuvre par le Conseil de la magistrature.

Q 131

Il n'existe pas de formation cantonale, mais les magistrats élus sont invités à suivre la formation du CAS en magistrature.

Q 132.33

Tous les magistrats de 1^{ère} instance (juges, procureurs, juges de paix) sont payés en classe 33 de l'échelle de traitement (à l'exception des préfets). Les juges cantonaux (hors classes) ont un salaire fixe tout au long de leur carrière.

Q 132_34_E2

Echelles de traitement 2018 (Service du personnel et d'organisation / SPO). Loi relative à la prévoyance professionnelle des conseillers d'Etat, des préfets et des juges cantonaux.

Q 144

29 dossiers de surveillance disciplinaire étaient ouverts en 2018.

Q 145_31_E3.1

Rapport du Conseil de la magistrature 2018.

Q 146 & & 148.1.F1 & 148.2.F1.1

226 avocats sont inscrits au barreau fribourgeois selon le Registre cantonal des avocates et avocats. Le nombre en EPT est inférieur mais pas connu.

Q 157

Il n'existe pas de normes de qualité spécifiques. En revanche, il existe des normes générales (cf. art. 7 et 8 LLCA) telles que notamment l'absence d'actes de défaut de biens, pas d'inscription au casier judiciaire, la réussite des examens du barreau.

Q 162.6

La jurisprudence de la Commission du barreau est publiée dans la Revue fribourgeoise de jurisprudence (RFJ).

Q 166

Les chiffres indiqués représentent le nombre de personnes accréditées, non des EPT.

Q 167_7

Il existe un registre cantonal des médiateurs assermentés qui peuvent être mandatés par des autorités judiciaires. Ces médiateurs sont soumis à autorisation et surveillance par une commission. En cas de manquements, des sanctions identiques à celles prévues par les avocats ou les notaires sont prévues. Il existe également un bureau de la médiation pénale pour les mineurs (composé de 3 médiateurs spécialisés) qui travaille sur requêtes du Tribunal des mineurs.

Q 167.8.G1.1

Site de l'Etat de Fribourg, médiation judiciaire.

<https://www.fr.ch/sj/institutions-et-droits-politiques/justice/mediation-judiciaire>

Q 188.7.H1.1

Pas de sources disponibles.

Q 191.1H2

L'exécution des décisions pénales est assurée par le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation (SESPP), qui est un service de nature administrative (non judiciaire). Le SESPP résulte de la fusion, depuis le 1^{er} janvier 2018, entre les anciens

Service de l'application des sanctions pénales et des prisons (SASPP) et Service de probation.

Q 201.1-J1

La formation des interprètes est dispensée par la police cantonale et le Ministère public. Elle dure un jour et demi et est obligatoire pour tous les nouveaux interprètes. Ensuite, les interprètes doivent passer un examen. En cas de réussite, les interprètes sont mis sur une liste officielle. Cette formation a été mise sur pieds par les cantons de FR, VS, VD, NE, JU et BE francophone; elle est identique dans chacun de ces cantons.

Q 208.1

Une analyse du pouvoir judiciaire sous l'égide du Service de la justice est actuellement en cours. Elle a été confiée à un mandataire externe.

Q 208.9.1

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Prison centrale de Fribourg et les Etablissements de Bellechasse ont fusionné en une même unité autonome: les Etablissements de détention fribourgeois (EDFR).

Q 208.9.3

Des travaux législatifs sont en cours pour mettre en œuvre la loi fédérale sur l'amélioration de la protection des victimes de violence.

Q 208.10

Le projet cantonal e-Justice a été mis sur pied en lien avec le projet fédéral Justitia 4.0.

Q64.13a

Le Tribunal cantonal et le Ministère public sont équipés pour les vidéoconférences, mais celles-ci sont utilisées presque uniquement pour des commissions rogatoires ou des auditions LAVI.

Tribunal cantonal - Le Château - CP 24 - 2900 Porrentruy 2

Le Château
Case postale 24
CH-2900 Porrentruy 2

t +41 32 420 33 00
f +41 32 420 33 01

ccp 25-11354-0

M. Jacques Bühler
Secrétaire général suppléant du Tribunal fédéral
jacques.buehler@bger.ch

M. Christophe Koller,
Chef de projet / Directeur ESEHA
christophe.koller@eseha.ch

Porrentruy, le 17 octobre 2019

Enquête sur l'évaluation de la justice 2018

Messieurs,

Dans le cadre de l'objet noté sous rubrique, je me permets de vous faire parvenir les commentaires suivants, dans le but de compléter le formulaire.

Q 6.1a – Q 6.1d : toutes les fonctions sont confondues dans les différentes rubriques d'assurance sociales, de sorte qu'il n'est pas possible d'en tirer exactement les salaires bruts pour les juges de carrière, juges suppléants, assesseurs et personnel.

Q 6.1b : la rubrique n° 706.3001.00 du budget du Tribunal cantonal comprend les indemnités aux membres de commission et pas uniquement les indemnités accordées aux juges suppléants.

Q 6.1c : les salaires des assesseurs fonctionnant au Tribunal des mineurs ne sont pas mentionnés séparément dans une rubrique propre à eux, mais inclus dans la rubrique relative au traitement du personnel.

Q 6.3a : les frais de traduction sont inclus dans d'autres rubriques, de sorte qu'il n'est pas possible d'indiquer leur montant.

Q 7b_2_1 : le budget de la commission cantonale de recours en matière fiscale (CCR) n'est pas intégré dans le budget global, contrairement à celui de la juge administrative de première instance, autre autorité de recours de première instance ;

Q 7b_7_1a / Q 7b_8_1a : la rubrique LPP dans le budget de chaque instance me permet pas de distinguer la part afférente aux juges de celle des autres membres du personnel ;

Q 7b_9_1 : à l'exception d'une première greffière au Tribunal cantonal et d'un premier greffier au Tribunal de première instance, il n'y a pas de secrétariat général pour toutes les instances ;

Q 7b_9_1a à Q7b_15_1a : les différentes instances dépendent de divers services de l'administration ;

Q 9 : en 2016, le montant (en mille) de CHF 3'601 comprenait les revenus du Ministère public qui s'élèvent à CHF 1'888. En 2018, les revenus annuels perçus par l'Etat s'élève à CHF 1'696 (pour le MP, le montant, non inclus, s'élève à CHF 1'751).

Q 13a_1_1 à 13a_11_1 (même réponse que pour **Q 7b_9_1a à Q7b_15_1a**) : les différentes instances, MP compris, dépendent de divers services de l'administration ;

Q 15.1 : le montant (en mille) de CHF 18'240 (budget approuvé) et de CHF 18'838 (budget exécuté) comprend le budget des tribunaux (6'466 / 6'457), du Ministère public (4'806 / 4'795), de l'assistance judiciaire gratuite (1'966 / 1'870), les frais de détention des détenus (budget du Service juridique, rubrique n° 700.3135.00), les frais relatifs à la probation (budget de l'action sociale, rubrique probation).

Q.52.2b : le personnel chargé des tâches administratives et à la gestion des tribunaux sont inclus dans les effectifs indiqués ci-avant.

Q.52.3 : les concierges dépendent d'un service de l'Etat (section des bâtiments et des domaines).

Q.53 : il existe un greffier au Ministère public qui dispose de certaines compétences qui lui ont été déléguées par les procureurs. Ces compétences ressortent de la Loi d'introduction au Code de procédure pénale (art. 15 LiCPP, RSJU 321.1)

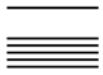
Q.91.1a : toutes les affaires de LP

Q.91.1e : toutes les affaires de droit civil ordinaire

Q.91.6 : y.c. les affaires PAFA

En espérant avoir répondu le plus précisément possible, je vous prie de recevoir, Messieurs, mes salutations les meilleures.

Lisiane Poupon, première greffière



Kommentare zur KEEJ-Umfrage für das Jahr 2018

(Die Nummerierung der Fragen bezieht sich auf die Nummerierung im Erfassungstool)

Q 6.0

Bis 2008 inkl. STA und UP. Ab 2010 so weit wie möglich ohne Staatsanwaltschaft und ohne UP.
Ab 2018 wieder inkl. UP (gem. Angaben Bundesgericht an der Sitzung vom 17. Juni 2019;
Achtung: im Onlinefragebogen steht immer noch "wenn möglich ohne unentgeltliche Rechtspflege"). In allen Jahren mussten teilweise Annahmen getroffen werden.

Q 6.1

inkl. jur. und kaufm. Sekretariat von Anwaltsprüfungskommission, Aufsichtskommission über die Rechtsanwälte und Schlichtungsbehörde für arbeitsrechtliche Streitigkeiten (Kommissionsmitglieder vgl. hinten Ziff. 6.7a).

inkl. Aushilfen und 8 jur. Praktikanten (Auditoren).

Ab 2010 so weit wie möglich ohne Staatsanwaltschaft. Bis 2008 inkl. STA.

Q 6.2

Zahlen ab 2010 soweit wie möglich ohne Staatsanwaltschaft (ausser IR). Budget 2010 höher als üblich, da neue Software (Tribuna V3) eingeführt.

Q 6.4

Unterhalt Gebäude und Mobiliar werden nicht durch die Gerichte, sondern zentral für den ganzen Kanton durch die Baudirektion budgetiert.

Q 6.6

Ab 2010 ohne Staatsanwaltschaft; für die Aufteilung der Kosten wurden Annahmen getroffen.

Q 6.7a

Mitglieder Aufsichtskommission über die Rechtsanwälte, Anwaltsprüfungskommission, Schlichtungsbehörde Arbeitsrecht usw. Ohne kaufm. und jur. Sekretariat der Kommissionen, da diese Kosten in Q 6.1 enthalten sind und nicht getrennt werden können.

Die Finanzierung der Friedensrichterämter (ordentliche Schlichtungsbehörde) erfolgt durch die Gemeinden, die Finanzierung der Schlichtungsbehörde Miet- und Pachtrecht durch eine andere Stelle im Kanton. Beides ist nicht im Gerichtsbudget enthalten.

Q7b_16_2

Q7b_10_1, 7b_12_1, 7b_14_1, 7b_15_1: Diese Kosten sind zum Teil enthalten. Anteil nicht bekannt. **Antwort wäre eigentlich NA; diese Option ist aber nur auf dem Papierfragebogen enthalten und kann online nicht mehr ausgewählt werden.**

Q 9

Wir verbuchen die **aufgelegten** Gerichtsgebühren und -kosten. Diese werden in Q 9 angegeben. Ein relativ grosser Anteil davon ist nicht einbringlich und muss wieder abgeschrieben werden.

Q 12.0

Alle UP, Zivil-, Straf- und Verwaltungsfälle, ohne STA. Summe von Q12.1a und Q12.1b

Q 12.1

Alle UP, Zivil-, Straf- und Verwaltungsfälle, ohne STA. Summe von Q12.1a und Q12.1b

Q 12.1a

Ohne Staatsanwaltschaft

Q13a

Wo kein Prozentsatz angegeben ist: Diese Kosten sind zum Teil enthalten. Anteil nicht bekannt. Antwort wäre eigentlich NA; diese Option ist aber nur auf dem Papierfragebogen enthalten und kann online nicht mehr ausgewählt werden.

Q 13a_12

Q 13 Ohne Polizeikräfte, aber inkl. 2 pol. Protokollführer und 2 jur. Praktikanten.

Inkl. Massnahmenkosten in Jugendstrafverfahren.

Wir haben **ab 2010** versucht, die Kosten der Staatsanwaltschaft bei den Gerichten herauszunehmen. Gewisse Kosten werden aber für die ganze Zivil- und Strafrechtspflege zentral beim Obergericht budgetiert (z.B. ein Teil der IT-Kosten). Die hier angegebenen Kosten sind daher nicht ganz alle Kosten der Staatsanwaltschaft.

Betreffend Gebäude vgl. Bemerkung zu Q 6.4 (oben).

Q 14 9-A2-3

Quellen: Geschäftsbericht 2018, Buchhaltung, interne Dokumente.

Q 15.2

Zu Ziff. 15.25: Vollzugs- und Bewährungsdienst (VBD), d.h. es ist nur die Vollstreckung von Strafen berücksichtigt.

Zu Ziff. 15.30: Die Betreibungsämter sind im Gerichtsbudget nicht enthalten.

Q 15.37a

Anwaltsprüfungskommission, Aufsichtskommission über die Rechtsanwälte, Schlichtungsbehörde Arbeitsrecht, Schätzungskommission, Vollzug Jugendstrafen und -massnahmen usw.

Nicht enthalten sind die Kosten der Polizei.

20.4

Rechenschaftsbericht des Obergerichts 2018 (ROG 2018) und Angaben des Verwaltungsgerichts

Q 42.3

Ab 2012 neu 4 geografische Standorte (KG/SG und OG (Auszug 2011) und VG und SK (seit 2012 VG unterstellt)

Q 43.9 und 43.12

Das Verwaltungsgericht ist im Kanton Zug in den meisten Fällen gleichzeitig 1. und letzte kantonale Gerichtsstanz in Verwaltungssachen. Es ist überall als 2. Instanz aufgeführt.

Seit 2012 ist die Schätzungskommission, ein erstinstanzliches Spezialverwaltungsgericht, dem Verwaltungsgericht unterstellt. Es ist überall als 1. Instanz aufgeführt.

Q 43.12a

Seit 2012 ist die Schätzungskommission, ein erstinstanzliches Spezialverwaltungsgericht, dem Verwaltungsgericht unterstellt. Zuständigkeit: Schätzungen von Grundstücken.

Q 45

Betreibung und Kündigung: Kantonsgericht (1. Instanz in Zivilsachen), eines für den ganzen Kanton, d.h. ein Gericht, unabhängig vom Streitwert.

Raub = Strafgericht, (1. Instanz in Strafsachen), eines für den ganzen Kanton d.h. ein Gericht.

Beide Gerichte sind geografisch am gleichen Ort (im gleichen Gebäude). Sie sind nicht auf diese Bereiche spezialisiert, sondern für alle Zivil- bzw. Straffälle zuständig.

Definition geringfügige Forderungen:

NAP. Es hat im Kanton Zug für sämtliche Forderungen nur ein Gericht erster Instanz (Kantonsgericht).

Q 46.2

Obergericht und Verwaltungsgericht

Q 47

Jedes Gericht hat einen Präsidenten oder eine Präsidentin (1. Instanz: Kantonsgericht, Strafgericht; 2. Instanz: Obergericht, Verwaltungsgericht). Der Präsident der Schätzungskommission ist im Nebenamt tätig. Er ist daher bei Q 47 nicht aufgeführt.

Q 48.1

Schätzung umgerechnet auf Vollzeitstellen, genaue Zahlen werden nicht erhoben.

Angaben bis 2010: Anzahl Köpfe.

Verwaltungsgericht: 4 nebenamtliche und 6 Ersatzrichter

Schätzungskommission: 10 nebenamtliche

Obergericht: 2 nebenamtliche und 6 Ersatzrichter

Kantonsgericht/Strafgericht: 6 Ersatzrichter

Q 52

Ab 2014 ohne jur. Praktikanten (Auditoren)

Es gibt kein eigentliches Generalsekretariat. Die Juristen, welche für Personal und Verwaltung der Gerichte zuständig sind, arbeiten meist auch als "normale" Gerichtsschreiber. Zudem kann der Anteil Verwaltungspersonal für den Bereich Personal und Verwaltung nicht eruiert werden; es sind die gleichen kaufmännischen Mitarbeitenden, welche auch im Bereich Rechtsprechung tätig sind. Deshalb sind alle Juristen unter Gerichtsschreiber und alle Mitarbeitenden von Sekretariat/Kasse (alle kaufm. Mitarbeitenden) unter Verwaltungspersonal aufgeführt.

Q 53

NAP

Q 55.4

Differenz zwischen 2006 und 2008: Per 2008 wurde im Kanton Zug das Staatsanwaltschaftsmodell eingeführt, d.h. alle bisherigen Untersuchungsrichter wurden zu Staatsanwälten. Auch das Kanzlei-personal wechselte zur Staatsanwaltschaft.

Nur eine Staatsanwaltschaft im ganzen Kanton. Bei Frage 55 sind neben den Staatsanwälten auch alle Leitenden Staatsanwälte und der (Leitende) Oberstaatsanwalt enthalten.

Q 56.4

Nur eine Staatsanwaltschaft im ganzen Kanton. Der Leitende Oberstaatsanwalt leitet die Staatsanwaltschaft; er hat einen Stellvertreter. Zudem gibt es vier Leitende Staatsanwälte, die die vier Abteilungen der Staatsanwaltschaft führen und dem Leitenden Oberstaatsanwalt und seinem Stellvertreter unterstellt sind.

Q 58a

Untersuchungsbeamte inkl. Wirtschaftsprüfer (Juristen in dieser Funktion dürfen sich im Geschäftsverkehr auch Assistenzstaatsanwalt nennen)

Q 58b

Bei Übertretungen: Eigenverantwortliche Verfolgung und Beurteilung (gleiche Befugnisse wie die Staatsanwälte),

Bei Verbrechen und Vergehen: Führen der Untersuchung im Auftrag eines Staatsanwaltes; gew. Verfahrenshandlungen sind dem Staatsanwalt vorbehalten, z.B. Nichtanhandnahme, Eröffnung der Untersuchung, Anordnung oder Beantragung von Zwangsmassnahmen, Anklageerhebung, Vertretung der Anklage vor Gericht (vgl. § 51 GOG, BGS 161.1).

Q 59.1

Ja, für Opferbefragungen.

Q 60

inkl. 2 polizeiliche Protokollführer; ab 2014 ohne jur. Praktikanten (Auditoren)

Q 78a

Ziele werden nur in der Zivil- und Strafrechtspflege, nicht aber in der Verwaltungsrechtspflege definiert.

Q 78b.14a

"Schnellrichter", d.h. unmittelbarer Erlass von Strafbefehlen in bestimmten Fällen.

Q 91.1

ab 2010 inkl. alle Verfahren betr. Schuldbetreibungen und Konkurs, auch summarische.

inkl. Organisationsklagen i.S.v. Art. 731b OR

Zusätzlich wurden 2018 insgesamt 334 Fälle von der **Schlichtungsbehörde Arbeitsrecht** erledigt.

Davon wurden 180 endgültig erledigt und in 154 Fällen wurde eine Klagebewilligung ausgestellt.

Diese Fälle können nicht unter Q 91 eingeschlossen werden, da sie sonst teilweise doppelt erscheinen würden.

Q 91.1c

Zusätzlich wurden 2018 insgesamt 334 Fälle von der **Schlichtungsbehörde Arbeitsrecht** erledigt. Davon wurden 180 endgültig erledigt und in 154 Fällen wurde eine Klagebewilligung ausgestellt. Diese Fälle können nicht unter Q 91 eingeschlossen werden, da sie sonst teilweise doppelt erscheinen würden.

Q 91.1d

Nur summarische SchKG-Verfahren.

Q 91.6

Es gibt im Kanton Zug nur ein Spezialverwaltungsgericht erster Instanz (Schätzungskommission). Ansonsten finden sich alle Angaben zum Verwaltungsrecht unter 2. Instanz (hinten).

Q 96

Zu Q94: Alle erledigten Straffälle beim Strafgericht (inkl. Jugendgericht).

Antragsdelikte werden nicht separat erfasst.

Unterscheidung Zuständigkeit Einzelrichter bzw. Kollegialgericht macht keinen Sinn. Im Kanton Zug ist der Einzelrichter für Strafen bis zu zwei Jahren Freiheitsstrafe zuständig. Das sind keine Bagatelldelikte.

Wichtig: Zahlen erst ab 2010 vergleichbar

Q 97.1

ab 2010 inkl. Aufsichtsbehörde über Schuldbetreibung und Konkurs (BA)

Q 98.9c

Zu Q 98: Alle erledigten Straffälle beim Obergericht.

Antragsdelikte werden nicht separat erfasst.

Unterscheidung Zuständigkeit Einzelrichter bzw. Kollegialgericht wäre nur bei der 1. Instanz möglich und macht ohnehin keinen Sinn. Im Kanton Zug ist der Einzelrichter für Strafen bis zu zwei Jahren Freiheitsstrafe zuständig. Das sind keine Bagatelldelikte. In der zweiten Instanz (Obergericht) ist immer das Kollegialgericht zuständig.

Q 101.1

Ohne Konventionalscheidungen

Q 101.2

Wir erfassen die Prozesse aus Arbeitsverträgen nur insgesamt und machen keine weiteren Unterscheidungen.

Q 101.4

Raub inkl. Vorbereitungshandlungen zu Raub, nur Gericht 1. Instanz, ohne Strafbefehle durch STA.

Q 101.61 - 101.64

NA. Diese Fälle sind unter 101.71 bis 101.74 mitenthalten.

Q 102.3, 102.4, 102a.3, 102a.4

Wir erfassen Arbeitsstreitigkeiten nur insgesamt.

Q 102.7, 102.8, 102.9, 102.10, 102a.7, 102a.8, 102a.9, 102a.10

Diese Auswertungen sind aufgeteilt nach Delikt nicht möglich.

Q 108.4_D2

Zu Q 107: Bei der STA eingereicht = inkl. vom Vorjahr anhängige Fälle
Verfahren gegen Erwachsene und Jugendliche. Alle Straffälle inkl. SVG

108.4_D2.1

Rechenschaftsbericht Obergericht 2018, Angaben Verwaltungsgericht, el. Geschäftskontrolle.

Q 115.3a

Die Staatsanwälte sind in der Rechtsprechung unabhängig, sind aber im Übrigen dem Obergericht unterstellt, vergleichbar mit erstinstanzlichen Gerichten.

Q 123.1

Antwort auf Q 123 ist weder ja noch nein. Die Staatsanwälte werden weder auf eine feste Amtsdauer noch auf Lebenszeit gewählt. Sie werden durch das Obergericht mit einem normalen unbefristeten Arbeitsvertrag angestellt und können unter den gleichen Voraussetzungen entlassen werden, wie alle anderen Angestellten des Kantons. Die Hürden für eine Entlassung sind sehr hoch. Die Stelle ist sicherer als bei einer Wahl auf Amtszeit.

Q 126.2_E1

Zu Q 124 und 124.1

Die Probezeit dauert wie bei allen anderen Angestellten des Kantons 3-6 Monate (vgl. Bemerkung zu Q 123).

Zu Q 126 und 126.1

Die Staatsanwälte werden durch das Obergericht mit einem normalen unbefristeten Arbeitsvertrag angestellt (vgl. Bemerkung zu Q 123).

Die richtige Antwort bei Q 126.1 wäre NAP; das steht aber nicht zur Auswahl.

Q 127

Es gibt im Kanton Zug keine spezifische Ausbildung für Richter; der Besuch von Ausbildungsangeboten in anderen Kantonen ist jedoch möglich. Wahlvoraussetzung für voll- oder teilamtliche Mitglieder der Gerichte der Zivil- und Strafrechtspflege ist jedoch ein abgeschlossenes juristisches Studium (Master oder lic.iur.), das Anwaltspatent (deshalb: "Allgemeine Fortbildung obligatorisch) sowie eine mindestens fünfjährige Berufserfahrung im juristischen Bereich. Für das Verwaltungsgericht gibt es keine solchen Wahlvoraussetzungen.

Zu 127.2: Für die Richter/innen der Zivil- und Strafrechtspflege ist das Anwaltspatent obligatorisch, für diejenigen der Verwaltungsrechtspflege fakultativ.

Q 129

Anstellungsvoraussetzung für Staatsanwälte ist ein abgeschlossenes juristisches Studium (Master oder lic.iur.) sowie das Anwaltspatent (deshalb: "Allgemeine Fortbildung obligatorisch).

Q 132_33_E2

Zu Q 132

Bruttogehalt gemäss üblichem Verständnis in der Schweiz, d.h. inkl. Sozialversicherungsbeiträgen des Arbeitnehmers, aber ohne Sozialversicherungsbeiträge des Arbeitgebers.

Alle Gehälter wurden ohne allfällige Kinderzulagen, Familienzulagen, Treue- und Erfahrungszulagen angegeben, die diese sehr unterschiedlich sind. **Gilt für 132.11a bis 132.32b.**

Zu Q 132.32a und 132.32b

Das angegebene Gehalt entspricht der höchsten Einstufung für einen Staatsanwalt (ohne Führungsaufgaben) in der Wirtschaftsabteilung. Das höchste Gehalt für die Staatsanwälte den anderen Abteilungen beträgt 179'580 brutto bzw. 153'660 netto.

Q 132_34_E2

Quelle für alle Gehaltsangaben: Personalamt des Kantons Zug

Q 144.24a

Zu Q 144.14 und 144.24

Subsidiäre Aufsichtsbeschwerden

Q 145.30_E3

Es wurden keine Disziplarmassnahmen ergriffen. Eine Beschwerde wurde gutgeheissen; der festgestellte Verfahrensmangel war heilbar. Die übrigen Verfahren endeten mit Abweisungen (3).

Q 148_2_F1.1

Zu Q 146

Total sind 311 Personen im Anwaltsregister des Kantons Zug eingetragen. Anzahl Personen unabhängig vom Pensum. Es ist nicht bekannt, mit welchen Pensen die eingetragenen Rechtsanwälte arbeiten.

Q 157a

Grundsätze im Anwaltsgesetz (BGFA) und Standesregeln des kantonalen Anwaltsvereins

Q 162.6

Zu Q 161

Im Fragebogen fehlt das Total. Total 12 Disziplinarverfahren. Aufteilung nach Kategorien wird nicht erhoben.

Zu Q 162

Im Fragebogen fehlt das Total. Total 6 Sanktionen, keine Differenzierung möglich; 6 weitere Verfahren wurden ohne Disziplarmassnahme/Sanktion erledigt (Absehen von Disziplinarstrafe, Nichtanhandnahmen, Einstellungen).

Q 170a

Total 20 Personen (nicht in Vollzeitstellen). Anzahl Betreibungsbeamte und Stellvertreter ohne allfälliges übriges Personal der Betreibungsämter. Anzahl Personen unabhängig vom Pensum (kleinere Gemeinden haben Betreibungsbeamte im Sportelsystem; es kann nicht eruiert werden, wie hoch deren Pensum ist).

Die Angaben gelten nur für Geldforderungen, nicht Realvollstreckung.

Quelle: Rechenschaftsbericht Obergericht 2018

Q 196_9_I1

Nur Rechtsanwälte dürfen als freiberufliche Urkundspersonen tätig sein. Gewisse Rechtsgebiete sind den bei den Gemeinden angestellten Urkundspersonen vorbehalten.

Zu Q 193.2

Verzicht auf Angabe zu Anzahl Frauen und Männern, da es sich um eine freiberufliche Tätigkeit handelt.

Q 201_2_J.1.1

Zu Q 199

Quelle: Koordinationsstelle Übersetzungswesen der Zuger Polizei

Q 207_9_K1

Zu Q 205

Die Antwort wäre zwar NAP, aber wenn wir 0.12 eintragen, sieht es so aus, als ob es welche hätte. Daher haben wir 0 eingetragen.

Q 62.10a

Zu Q 62.08

Im Jahr 2018 wurden einzelne Arbeitsplätze zu Testzwecken mit einer Diktiersoftware ausgerüstet.

Zu Q 62.09

Es gibt ein kantonales Intranet, das auch den Gerichten offen steht. Dort können bei Bedarf auch vertrauliche Arbeitsräume für die Gerichte geschaffen werden.

Q 64.13a

Zu Q 64.10

Gerichte und Staatsanwaltschaft haben im Kanton Zug keinen Bedarf in diese Richtung. Der direkte persönliche Eindruck und die Kontrolle über die An-/Abwesenheiten sind wichtiger.

Zu Q 64.11 und 64.11.1 und 64.11a+b

Für die Unterstützung der Protokollierung werden in den meisten Verhandlungen Tonaufnahmen gemacht.

In Strafuntersuchungen werden die Befragungen von Opfern, wenn es sich um Kinder handelt, immer aufgezeichnet (Videorecording).

Zu 64.11c

§ 24 Abs. 2 der Geschäftsordnung des Verwaltungsgerichtes (BGS 162.11)

Soweit es im Online-Formular Felder für Bemerkungen gibt, habe ich die Bemerkungen dieser Liste - z.T. gekürzt, weil es nicht genug Platz hatte - eingetragen oder auf diese separate Liste verwiesen.

Institutionelle Gliederung		Rechnung 2018		Budget 2018		Rechnung 2017	
		Aufwand	Ertrag	Aufwand	Ertrag	Aufwand	Ertrag
4630.00	Beiträge des Bundes an archäologische Projekte				5'000.00		
40	Gerichte	8'967'041.18	3'641'626.87	9'437'900.00	3'662'700.00	9'218'930.93	3'877'226.02
4010	Gerichtskanzleien	1'851'327.95	33'868.06	1'874'500.00	12'700.00	1'730'054.62	14'652.93
3000.00	Sitzungsgelder Anwalts- und Beurkundungskommission	6'010.20					
3010.00	Besoldungen	1'423'963.85		1'416'800.00		1'382'655.80	
3010.11	Rückerstattungen EO, UVG, KTG, Mutterschaft	-11'599.20				-29'544.90	
3049.01	Anerkennungsprämien	5'000.00		5'000.00		1'790.00	
3050.00	AG-Beiträge AHV, IV, EO, ALV, Verwaltungskosten	110'449.20		109'700.00		105'987.55	
3051.00	AG-Beiträge an eigene Pensionskassen	109'606.85		108'800.00		94'836.20	
3053.00	AG-Beiträge an Unfallversicherungen	6'907.20		8'400.00		8'078.35	
3055.00	AG-Beiträge an Krankentaggeldversicherungen	2'420.15		2'700.00		2'633.85	
3090.00	Aus- und Weiterbildung des Personals	12'529.30		15'000.00		2'617.10	
3100.00	Büromaterial	1'811.85		3'000.00		3'019.25	
3102.00	Drucksachen, Publikationen	1'664.15		100.00			
3103.00	Fachliteratur, Zeitschriften	3'966.35		3'000.00		2'304.00	
3110.00	Büromöbel und -geräte	49'970.75		50'000.00		3'878.95	
3130.10	Telefon-, Post-, Bankgebühren, Porti, Frachtspesen, Betriebskosten	4'442.20		5'000.00		5'263.65	
3150.00	Unterhalt Büromaschinen und -geräte	864.05		2'000.00		115.98	
3162.00	Raten für operatives Leasing	1'667.20		1'600.00		1'671.84	
3170.00	Reisekosten und Spesen	1'261.90		1'000.00		1'058.40	
3199.00	Übriger Betriebsaufwand	259.30		500.00		368.10	
3614.80	Informatik	35'232.65		57'000.00		59'420.50	
3910.01	Dienste Personalamt und Finanzverwaltung	31'500.00		31'500.00		30'500.00	

Institutionelle Gliederung		Rechnung 2018		Budget 2018		Rechnung 2017	
		Aufwand	Ertrag	Aufwand	Ertrag	Aufwand	Ertrag
3920.01	Raummiete und Nebenkosten	53'400.00		53'400.00		53'400.00	
4210.00	Gebühren Anwalts- und Beurkundungskommission		17'300.00				
4250.00	Verkauf von Betriebs- und Reinigungsmaterial		314.60		700.00		495.10
4290.00	Mahngebühren		16'253.46		12'000.00		14'157.83
4020	Obergericht	647'735.66	143'034.05	428'300.00	113'000.00	334'548.09	83'164.42
3000.00	Präsident, Vizepräsident und Aktenstudium Richter	183'145.00		176'700.00		147'344.95	
3000.01	Sitzungsgelder	6'080.00		15'000.00		2'640.00	
3050.00	AG-Beiträge AHV, IV, EO, ALV, Verwaltungskosten	12'433.85		13'700.00		9'872.85	
3051.00	AG-Beiträge an eigene Pensionskassen	8'869.80		18'200.00		8'875.95	
3053.00	AG-Beiträge an Unfallversicherungen	975.60		1'000.00		1'069.15	
3055.00	AG-Beiträge an Krankentaggeldversicherungen	288.20		300.00		268.95	
3060.00	Ruhegehälter	20'172.00		20'200.00		20'172.00	
3090.00	Aus- und Weiterbildung des Personals	1'070.00		2'000.00		2'580.00	
3100.00	Büromaterial	1'309.00		1'500.00		2'190.15	
3102.00	Drucksachen, Publikationen	317.70		2'000.00		1'475.20	
3103.00	Fachliteratur, Zeitschriften	4'912.15		6'000.00		5'782.54	
3110.00	Büromöbel und -geräte	5'409.85		1'000.00		1'107.40	
3130.10	Telefon-, Post-, Bankgebühren, Porti, Frachtspesen, Betreibungskosten	773.21		1'500.00		1'107.55	
3132.00	Honorare externe Berater, Gutachter, Fachexperten	47'458.95		20'000.00		20'137.65	
3132.01	Vorsorgliche Schutzmassnahmen (Jugendliche)	109'205.00					
3150.00	Unterhalt Büromaschinen und -geräte	3'749.80		3'000.00		3'044.70	
3162.00	Raten für operatives Leasing	2'753.90		2'800.00		2'791.60	

Institutionelle Gliederung		Rechnung 2018		Budget 2018		Rechnung 2017	
		Aufwand	Ertrag	Aufwand	Ertrag	Aufwand	Ertrag
3170.00	Reisekosten und Spesen	6'567.20		5'000.00		5'007.50	
3180.00	Wertberichtigungen auf Forderungen	70'917.25		30'000.00		19'742.25	
3181.00	Tatsächliche Forderungsverluste	33'260.10		4'000.00		1'600.00	
3199.00	Übriger Betriebsaufwand	882.10		4'000.00		3'030.20	
3199.01	Unentgeltliche Rechtspflege	68'003.30		40'000.00		19'872.70	
3199.10	Betrag für Gemeinschaftsaktivitäten (RRB 212, 20.03.2012)	6'290.00		5'400.00		5'237.60	
3614.80	Informatik	18'021.70		22'000.00		15'427.20	
3636.00	Private Institutionen	2'470.00		2'500.00		2'370.00	
3910.01	Dienste Personalamt und Finanzverwaltung	1'900.00				1'300.00	
3920.01	Raummiete und Nebenkosten	30'500.00		30'500.00		30'500.00	
4210.00	Gerichtsgebühren		73'974.20		80'000.00		61'211.62
4260.00	Rückerstattungen für Gerichtsauslagen, Gutachten		2'866.80		3'000.00		2'080.10
4260.01	Rückerstattungen unentgeltliche Rechtspflege		66'193.05		30'000.00		19'872.70
4025	Staatsanwaltschaft	4'476'521.13	2'491'576.85	4'953'600.00	2'545'000.00	5'300'209.27	2'847'411.96
3010.00	Besoldungen	2'465'739.95		2'518'100.00		2'497'519.80	
3010.11	Rückerstattungen EO, UVG, KTG, Mutterschaft	-702.40				-16'497.60	
3049.01	Anerkennungsprämien	7'500.00		7'500.00		7'500.00	
3050.00	AG-Beiträge AHV, IV, EO, ALV, Verwaltungskosten	191'566.35		195'000.00		195'634.45	
3051.00	AG-Beiträge an eigene Pensionskassen	195'735.40		206'400.00		191'232.50	
3053.00	AG-Beiträge an Unfallversicherungen	11'676.15		14'900.00		14'259.65	
3055.00	AG-Beiträge an Krankentaggeldversicherungen	4'197.55		4'800.00		4'802.40	
3090.00	Aus- und Weiterbildung des Personals	17'537.05		20'000.00		14'940.95	
3100.00	Büromaterial	12'393.80		16'000.00		15'679.62	

Institutionelle Gliederung	Rechnung 2018		Budget 2018		Rechnung 2017	
	Aufwand	Ertrag	Aufwand	Ertrag	Aufwand	Ertrag
3102.00	Drucksachen, Publikationen		100.00			
3103.00	Fachliteratur, Zeitschriften	9'876.70	10'000.00		8'508.60	
3110.00	Büromöbel und -geräte	16'648.20	17'000.00		2'800.90	
3130.00	Ausserordentliche Staatsanwälte	3'077.00	10'000.00		9'789.75	
3130.02	Vollzug Schutzmassnahmen (Jugendliche)	3'594.80	300'000.00		31'840.50	
3130.10	Telefon-, Post-, Bankgebühren, Porti, Frachtspesen, Betreibungskosten	61'310.31	65'000.00		67'178.86	
3132.00	Honorare externe Berater, Gutachter, Übersetzungen	209'769.90	250'000.00		351'275.70	
3132.01	Vorsorgliche Schutzmassnahmen (Jugendliche)		50'000.00		146'126.10	
3135.00	Arzt-, Spital- und Therapiekosten	30'063.90	60'000.00		49'049.90	
3135.01	Haftauslagen ausserkantonale	15'259.20	30'000.00		19'072.00	
3135.02	Freiheitsentzüge Jugendliche	12'029.50	5'000.00		49'734.10	
3150.00	Unterhalt Büromaschinen und -geräte	3'261.80	5'000.00		3'581.70	
3162.00	Raten für operatives Leasing	2'248.76	2'300.00		2'255.04	
3170.00	Reisekosten und Spesen	10'472.55	20'000.00		8'121.40	
3180.00	Wertberichtigungen auf Forderungen	94'858.37	60'000.00		347'115.86	
3181.00	Tatsächliche Forderungsverluste	458'984.52	350'000.00		561'451.84	
3199.00	Übriger Betriebsaufwand	1'647.75	2'000.00		2'402.60	
3199.01	Haft- / Prozessentschädigung	54'137.60	50'000.00		51'525.45	
3199.02	Unentgeltliche Rechtspflege	72'116.32	70'000.00		93'764.80	
3199.03	Übrige Verwaltungskosten Jugendliche		500.00		367.00	
3614.80	Informatik	79'321.65	77'000.00		110'823.60	
3630.00	Bund für Zeugenschutzstelle	4'500.00	6'200.00		5'900.00	
3636.00	Private Institutionen	737.40	800.00		130.00	
3910.00	Dienstleistungen der Polizei	246'961.05	350'000.00		280'521.80	
3910.01	Dienste Personalamt und Finanzverwaltung	51'400.00	51'400.00		51'900.00	

Institutionelle Gliederung		Rechnung 2018		Budget 2018		Rechnung 2017	
		Aufwand	Ertrag	Aufwand	Ertrag	Aufwand	Ertrag
3920.01	Raummiete und Nebenkosten	128'600.00		128'600.00		119'900.00	
4210.00	Gebühren		787'172.33		730'000.00		888'954.60
4240.00	Dienstleistungen		7'823.00		10'000.00		10'240.20
4260.00	Rückerstattungen amtliche Kosten		146'168.80		235'000.00		212'327.65
4260.01	Rückerstattungen unentgeltliche Rechtspflege		61'463.57		25'000.00		67'406.80
4270.00	Bussen		1'186'596.65		1'300'000.00		1'391'353.11
4290.00	Inkassokommissionen						33.80
4301.00	Beschlagnahmte Vermögenswerte				5'000.00		27'478.40
4611.00	Kantone Uri und Obwalden		302'352.50		240'000.00		249'617.40
4030	Kantonsgericht	1'729'484.74	916'416.56	1'836'200.00	895'000.00	1'553'865.69	828'312.30
3000.00	Präsident, Vizepräsident und Aktenstudium Richter	693'436.00		651'300.00		642'865.20	
3000.01	Sitzungsgelder	8'160.00		18'000.00		7'120.00	
3010.11	Rückerstattungen EO, UVG, KTG, Mutterschaft	-26'508.15					
3050.00	AG-Beiträge AHV, IV, EO, ALV, Verwaltungskosten	51'057.20		50'300.00		48'988.00	
3051.00	AG-Beiträge an eigene Pensionskassen	77'090.40		68'100.00		63'389.40	
3053.00	AG-Beiträge an Unfallversicherungen	2'992.90		3'800.00		3'239.30	
3055.00	AG-Beiträge an Krankentaggeldversicherungen	1'115.05		1'200.00		1'191.30	
3090.00	Aus- und Weiterbildung des Personals	380.00		3'000.00		1'270.00	
3100.00	Büromaterial	4'056.55		5'000.00		4'764.30	
3102.00	Drucksachen, Publikationen			4'500.00		6'843.00	
3103.00	Fachliteratur, Zeitschriften	9'953.70		10'500.00		9'196.30	
3110.00	Büromöbel und -geräte			2'000.00		1'776.50	
3130.10	Telefon-, Post-, Bankgebühren, Porti, Frachtpesen, Betreibungskosten	912.82		1'000.00		925.95	

Institutionelle Gliederung		Rechnung 2018		Budget 2018		Rechnung 2017	
		Aufwand	Ertrag	Aufwand	Ertrag	Aufwand	Ertrag
3132.00	Honorare externe Berater, Gutachter, Fachexperten	54'036.05		120'000.00		52'586.00	
3132.01	Vorsorgliche Schutzmassnahmen (Jugendliche)	19'215.00		25'000.00		30'935.00	
3150.00	Unterhalt Büromaschinen und -geräte			500.00			
3170.00	Reisekosten und Spesen	13'375.80		14'500.00		12'930.00	
3180.00	Wertberichtigungen auf Forderungen	317'611.25		400'000.00		279'544.19	
3181.00	Tatsächliche Forderungsverluste	85'106.70		50'000.00		22'539.40	
3199.00	Übriger Betriebsaufwand	2'227.90		4'000.00		2'458.80	
3199.01	Unentgeltliche Rechtspflege	322'695.07		300'000.00		270'898.85	
3614.80	Informatik	18'870.50		29'000.00		16'834.20	
3636.00	Private Institutionen	200.00		1'000.00		70.00	
3910.01	Dienste Personalamt und Finanzverwaltung	7'500.00		7'500.00		7'500.00	
3920.01	Raummiete und Nebenkosten	66'000.00		66'000.00		66'000.00	
4210.00	Gerichtsgebühren		533'227.66		500'000.00		510'913.35
4260.00	Rückerstattungen für Gerichtsauslagen, Gutachten		53'118.38		80'000.00		43'787.80
4260.01	Rückerstattungen unentgeltliche Rechtspflege		322'170.52		300'000.00		271'951.15
4270.00	Bussen		7'900.00		15'000.00		1'660.00
4040	Verwaltungsgericht	261'971.70	56'731.35	345'300.00	97'000.00	300'253.26	103'684.41
3000.00	Präsident, Vizepräsident und Aktenstudium Richter	163'655.00		186'700.00		153'303.05	
3000.01	Sitzungsgelder	2'880.00		15'000.00		5'120.00	
3050.00	AG-Beiträge AHV, IV, EO, ALV, Verwaltungskosten	10'831.15		14'500.00		9'975.05	
3051.00	AG-Beiträge an eigene Pensionskassen	8'869.80		17'800.00		8'875.70	
3053.00	AG-Beiträge an Unfallversicherungen	569.60		1'100.00		285.55	
3055.00	AG-Beiträge an Krankentaggeldversicherungen	257.95		400.00		248.90	

Institutionelle Gliederung		Rechnung 2018		Budget 2018		Rechnung 2017	
		Aufwand	Ertrag	Aufwand	Ertrag	Aufwand	Ertrag
3090.00	Aus- und Weiterbildung des Personals			1'500.00		960.00	
3100.00	Büromaterial	1'177.55		1'500.00		1'085.20	
3102.00	Drucksachen, Publikationen			2'500.00			
3103.00	Fachliteratur, Zeitschriften	4'807.30		6'000.00		4'909.45	
3110.00	Büromöbel und -geräte			1'000.00			
3132.00	Honorare externe Berater, Gutachter, Fachexperten	4'922.00		15'000.00		19'126.25	
3170.00	Reisekosten und Spesen	6'839.85		5'000.00		7'041.80	
3180.00	Wertberichtigungen auf Forderungen	13'280.15		25'000.00		28'976.11	
3181.00	Tatsächliche Forderungsverluste	200.00		1'000.00			
3199.00	Übriger Betriebsaufwand			2'500.00			
3199.01	Unentgeltliche Rechtspflege	11'881.35		17'000.00		28'546.20	
3910.01	Dienste Personalamt und Finanzverwaltung	1'300.00		1'300.00		1'300.00	
3920.01	Raummiete und Nebenkosten	30'500.00		30'500.00		30'500.00	
4210.00	Gerichtsgebühren		43'622.40		70'000.00		61'321.60
4260.00	Rückerstattungen amtliche Kosten		1'227.60		10'000.00		6'715.00
4260.01	Rückerstattungen Anwaltskosten für unentgeltliche Rechtspflege		11'881.35		17'000.00		35'647.81
		418'643'137.08	415'429'739.16	414'473'300.00	410'845'900.00	403'117'682.95	400'445'056.38
	Gesamtergebnis		3'213'397.92		3'627'400.00		2'672'626.57
		418'643'137.08	418'643'137.08	414'473'300.00	414'473'300.00	403'117'682.95	403'117'682.95